

Alcool : un "coût" humain important

De l'alcool ou du tabac, quel est celui qui coûte le plus cher à la société ? Combien l'État gagne-t-il "sur le dos des fumeurs" ? Une étude sur le "coût social" des drogues en France, menée par l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies, a tenté de répondre à ces questions (1).

Une estimation modélisée. La méthode de calcul appliquée pour cette étude aux données sanitaires françaises est une méthode usuelle au niveau international (1).

Le coût social des drogues prend en compte, en les valorisant monétairement, les pertes en vies humaines, les pertes de qualité de vie, les pertes de production, les comportements violents, etc. (a). Il prend aussi en compte l'impact sur les finances publiques : différence entre les dépenses (de santé, de répression, etc.) et les gains (taxes perçues sur la vente, retraites non versées en cas de mort prématurée) (1).

Alcool, le plus coûteux. Selon cette étude, ce coût serait voisin, pour le tabac et pour l'alcool, de 120 milliards d'euros par an chacun, très supérieur à celui des drogues illicites qui serait de 8,8 milliards (1). Les années de vie perdues et les pertes de qualité de vie représentent une part prépondérante de ce coût. En 2010, les années de vies perdues par personne concernée sont de 17 pour l'alcool (810 000 années au total en France), de 9 pour le tabac (690 000 années au total) et de 18 pour les drogues illicites (43 000 années au total) (1).

Les taxes sur le tabac et l'alcool, et les économies engendrées par les retraites non versées, ne compenseraient pas, selon ces calculs, le coût des soins induits, les taxes couvrant seulement 37 % des coûts des soins liés à l'alcool et 40 % pour le tabac (1).

Des arguments pour prioriser en santé publique. Quelles que soient les critiques sur ce type de calcul, notamment sur la valorisation monétaire de la vie humaine, cette étude a le mérite de permettre de comparer les drogues entre elles (2,3). Cette étude montre que celles qui sont le plus combattues par la collectivité ne sont pas forcément les plus coûteuses en vies humaines.

À méditer, notamment par les responsables politiques qui défendent plus ou moins directement le lobby de l'alcool.

©Prescrire

a- La valeur monétaire de la vie humaine retenue est celle recommandée en 2013 en France pour les analyses économiques, soit 115 000 euros par année de vie (réf. 1). Cette valeur repose sur des enquêtes de préférence réalisées en population générale (réf. 2). Pour une analyse critique de ces méthodes, lire la réf. 3.

Extraits de la veille documentaire Prescrire.

- 1- Kopp P "Le coût social des drogues en France" Observatoire français des drogues et des toxicomanies 2015 : 10 pages.
- 2- Quinet E et coll. "Évaluation socioéconomique des investissements publics" Commissariat général à la stratégie et à la prospective 2013 : 352 pages.
- 3- Cal ML "Les analyses médico-économiques - Partie 2. Les méthodes des économistes pour calculer l'efficacité d'une option de soins" Rev Prescrire 2015 ; 35 (379) : 379-384.

